Mesdames, et Messieurs les élu-e-s,

Chers camarades,

Permettez moi, au nom de la Gauche par l'Exemple, de vous présenter nos meilleurs vœux de réussite et de combat pour 2015.

Chacun-e mesure que l'année qui s'ouvre risque fort d'être d'abord une année de souffrances pour nos compatriotes qui subissent au quotidien les effets dévastateurs des politiques d'austérité. Aucun répit n'est à attendre de ce côté. Le gouvernement poursuit en effet la saignée dès le mois de janvier avec la loi Macron et son cortège d'atteintes aux droits des salariés, à l'environnement et à tout ce qui peut faire sens commun comme le travail du dimanche qui nie le repos dominical comme temps social.

La décomposition dans les champs économiques et sociaux s'accompagne d'un processus déconstituant qui se matérialisera dans les prochaines semaines avec le projet de loi de nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Clé de voûte de la réforme territoriale, celui-ci va transférer les compétences des cadres dans lesquels s'exprime directement la souveraineté populaire (commune, département) vers des entités technocratiques et éloignées (intercommunalités, nouvelles régions, métropoles) comme autant de négations de la démocratie.

Quant à l'écologie politique, elle sera en 2015 malgré l'urgence et les enjeux le parent pauvre faute de prise en considération, dans le projet de loi sur la transition énergétique (mars) ou lors la conférence sur le climat de Paris (novembre-décembre) qui s'achemine vers un accord non-contraignant, de la nécessité de la grande bifurcation qu'implique la disparition programmée de l'écosystème humain si nous n'y faisons rien.

Dans cette morne plaine où le délitement suit son cours, l'oligarchie renforce ses positions. A chaque étage, dans chaque cadre, la Caste traduit sa politique par la mise à distance du peuple souverain et organise son impunité. 2014 n'a pas seulement été l'*annus horribilis* de François Hollande, cela a d'abord été l'année des scandales qui ont éclaboussé au quotidien les

chantres de la 5
e
République agonisante.

2015, avec les scrutins grec du 25 janvier et espagnol de septembre, peut voir les rapports de force commencer à basculer. En France, 2015 est aussi l'année d'une double échéance électorale : les élections départementales en mars et les élections régionales probablement en décembre. Force est de constater que dans le contexte actuel, nous ne pouvons ici prétendre renverser la table. Pour autant, ces scrutins revêtent un enjeu d'importance. Ils dessineront le paysage politique et insuffleront – ou non – l'esprit citoyen pour le cycle électoral qui court jusqu'en 2017 et pour lequel nous devons transformer l'insurrection froide qu'est l'abstention en insurrection "chaude" où la prise en main par le peuple s'exprime avec notre bulletin de vote.

Les élections départementales de 2015 sont donc l'occasion de la clarification stratégique, programmatique et de la méthode pour initier le passage du discours aux actes sur l'implication citoyenne. A l'heure où le gouvernement aspire l'ensemble de la gauche vers le fond, le rejet des politiques d'austérité et l'indépendance nette vis à vis des forces qui soutiennent la politique gouvernementale est un élément de clarté apporté au débat public. Cette clarté sera d'autant plus visible qu'elle portera de manière limpide un haut niveau d'exigence notamment sur les questions écologiques comme le rejet des grands projets inutiles et imposés ou sur le refus de la réforme territoriale de Hollande et Valls.

Mais ces scrutins doivent aussi faire place au peuple. Le souverain ne peut être réduit à celui qui trie parmi les partis du système. Il doit devenir acteur. C'est le sens des démarches "Majorité citoyenne" initiées notamment dans la Haute Garonne et le Jura pour les élections départementales à venir, et qui ont vocation à ouvrir la voie vers une irruption populaire seule à même de permettre le passage vers une 6e République par et pour le peuple.

Pour le Conseil d'administration de la Gauche par l'Exemple
François Cocq